L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 12 AVRIL 1854.

Imprimé et publié par
G. F. WEISSE & Comp.
Editeurs-Propriétaires :
G. F. WEISSE. G. BUFQUIN,
L. DUVERGER. G. BARBY.
No 61, RUE DE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLEANS :
MERCREDI MATIN, 12 AVRIL.

CONSEIL DES ALDERMEN.

Le Conseil des aldermen a poisé réuni lundi soir pour s'organiser, après une résolution si extraordinaire que nous croyons devoir en dire deux mots. Les trois nouveaux aldermen du 1er district, MM Prague, Pride et Bailey, élus le 2e du mois dernier, etaient presens. Les Cadets qui leur avaient été opposés constatant la validité de leur élection, ont adressé au Conseil une pétition qui a été référée au comité chargé d'examiner les titres des aldermen. Le comité a présenté, séance tenante, un rapport tant lequel il déclarait nulle l'élection de MM. Prague, Pride et Bailey, et le Conseil a adopté ce rapport et ordonné qu'une nouvelle élection soit lieu.

Le Conseil est le seul juge des titres de ses membres et il peut ordonner une nouvelle élection. Ce que nous condamnons c'est la précipitation avec laquelle la majorité a agi. Sur que le Conseil se fondat-il pour déclarer nulle l'élection des aldermen de premier district? Evidemment sur de simples bruits. Il aurait dû se contenter d'ordonner au comité de charge d'examiner les titres des membres d'instituer une enquête, de citer des témoins et de les interroger en presence des aldermen dont l'élection etait contestée. C'est la seule manière de procéder, car on est sûr alors d'avoir respecté le droit et la justice. Prendre une brusque decision, sans mesurer et peser entendre deux droits sont acquis, sans se donner le temps de recueillir des preuves pour arriver à la vérité, c'est de l'arbitraire et du despotisme.

Nous devons ici rendre hommage à l'indépendance et à la fermete de MM. Price et Durel. Ces deux honorables aldermen se sont prononcés avec energiquement contre la decision inique de Conseil et ont plaidé avec chaleur la cause de la justice. Leur opinion n'a pu malheureusement prevaloir, et le Conseil a persisté dans sa détermination de violer tous les usages parlementaires.

Une nouvelle election aura lieu. Nous espérons que les amis de la réforme s'efforceront pour seulement d'assurer le triomphe de leurs candidats, mais de leur donner une de ces majorités qui, mêmes dans certaines circonstances la plus éloquente des protestations.

EUROPE.

Le steamer *Baltic* est arrivé à New York le 4 de ce mois avec des dates de Liverpool jusqu'au 22 mars et du continent jusqu'au 20.

Les dernières nouvelles de Constantinople confirment la nouvelle des concessions faites aux chrétiens par le Sultan. D'après les renseignements reçus par le *Morning Chronicle* de Londres, ce serait le 6 mars que le traité définitif entre la France, l'Angleterre et la Turquie aurait été signé à Constantinople. Il comprendrait, d'abord, une convention générale par laquelle la Porte s'engagerait à ne pas recommencer la guerre avec la Russie sans la participation des puissances occidentales, et à améliorer la situation des chrétiens dans toute l'étendue de l'Empire. Puis, à cette convention générale serait joint un traité spécial qui préciserait les réformes opérées en faveur des chrétiens. Ces réformes porteraient sur quatre points principaux: suppression de l'impôt de capitation, admission à exercer en justice, droit de posséder des propriétés foncières, admission dans l'armée et les services civils. On voit que, par ces réformes, les chrétiens sont assimilés aux musulmans.

Un point à noter, c'est qu'aux termes de la convention générale, toujours d'après le même *Chronicle*, la décision, quant à l'époque où les evenements que cette traité peut provoquer en Asie Mineure, appartiendrait au Sultan seul. Nous trouvons dans le *Globe* non pas encore le texte, mais une analyse des documents communiqués au Parlement par le cabinet de Londres et comprenant la correspondance confidentielle échangée entre les gouvernements russe et de la Grande-Bretagne, au sujet de la dissolution éventuelle de l'empire ottoman.

De cette analyse, que nous reproduisons plus loin, il ressort, en effet, que le cabinet de Saint-Petersbourg, se prevoccupant de certaines éventualités, indiquait à celui de Londres la part que les deux gouvernements pourraient revendiquer dans le partage de l'empire ottoman, dans le cas ou ce partage deviendrait nécessaire. Il en résulte aussi que le gouvernement de la Grande-Bretagne aurait répondu qu'il n'y avait pas lieu d'avoir aucune sortes de question, la dissolution de l'empire ottoman ne lui paraissant pas, comme à la Russie, rendue imminente par la situation actuelle de cet empire.

Rien n'est venu confirmer ni démentir la nouvelle du rejet par l'empereur Nicolas, du dernier ultimatum des deux puissances maritimes.

On se rappelle qu'une dépêche adressée dernièrement aux journaux anglais parlait de la saisie d'un batiment portant des armes et des munitions aux insurgés grecs, par une escadre anglo-française croisant dans l'Adriatique. Le journal *Patrie* qu'une autre particulière adressée dans la *Patrie* qu'une autre particulière de Malte, en date du 15 mars, annonce que trois navires de guerre anglais avait quitté le port la veille, pour aller croiser dans l'Archipel, où des navires suspects venaient d'être signalés.

On pensait, ajoute la correspondance, que ces bâtiments portaient des armes pour la insurgés de la Grèce. Voici sans doute ce qui a donné lieu au bruit que nous venons de rapporter.

Quatre vaisseaux de guerre français, — *Austerlitz*, *Hercule*, le *Duguesclin* et le *Trident* — sont partis de Toulon sous les ordres de l'amiral Descheres pour rallier l'escadre anglaise dans la Baltique.

Sir Charles Napier est arrivé à Copenhague le 20.

Les preparatifs de guerre constituent le véritable intérêt de la situation. La continuent à se faire sur une vaste echelle tant en Angleterre qu'en France. La Russie ne reste naturellement pas en arriere, et la Turquie fait, de son coté, des efforts que l'on pourrait presque appeler gigantesques pour le salut, puisque le Sultan vient d'ordonner la formation de deux nouvelles armées de 45 000 hommes chacune.

Voir a pour les quatre puissances qu'on peut appeler déjà presque belligerantes. Quant aux neutres, l'Autriche se dispose à porter au chiffre de 165 mille hommes l'armée qu'elle concentre dans le sud de l'Empire, pour être à portée d'agir immédiatement si les circonstances le reclament. La Suede et le Danemark consacrent, de leur coté, des crédits spéciaux et prennent d'activés mesures afin de mettre leurs côtes et leurs frontières à l'abri de toute attaque. Le gouvernement prussien vient accidement de presenter aux Chambres le projet d'emprunt dont il était question depuis quelque temps. Le chiffre de cet emprunt s'élève à 30 millions de thalers, il est motivé en grande partie par la nécessité de faire face aux dépenses que nécessitent les preparatifs militaires que la Prusse. Nous savons déjà que le cabinet de Turin a soumis, lui aussi, ces jours derniers, aux Chambres sardes, un projet d'emprunt de 30 millions de francs, dans le même but. Bref, c'est ainsi, parmi les Etats européens qui peuvent être plus ou moins intéressés dans la lutte qui engagée d'abord en Orient ou affecte par les evenements que cette lutte peut provoquer en Occident ou au centre de l'Europe, c'est à qui, disons nous, prendra ses précautions afin de ne pas être surpris par ces evenement.

Au parlement anglais, lord John Russell, interpelé par un membre de la Chambre des Communes, a refusé de repondre à la question de savoir si des marchandises neutres achetées par ses sujets à un Etat neutre et rachetées par des negociants anglais, peuvent être saisies pendant qu'elles sont en cet Etat neutre au port de Londres. Le noble lord a également refusé de répondre en ce qui concerne la question de savoir si les marchandises russes pourront être saisies, en étant transportées par terre, par Konigsberg ou Angleterre.

Cette question du commerce des neutres occupe beaucoup et avec raison la presse et le public en Angleterre. Jusqu'ici, il faut bien le reconnaître, les declarations des ministres anglais ont jeté peu de jours sur les intentions du gouvernement à ce sujet. Mais le *Globe* d'un des derniers numéros, M. Gibson a posé une adresse à la Reine pour que le gouvernement prit de promptes résolutions sur ce point. lord John Russell a déclare qu'il n'expliquerait pas prochainement d'une manière catégorique dans une proclamation. M. Gibson a alors retire sa motion.

En l'absence d'opérations militaires sérieuses, on toujours rendues impossibles par les rigueurs de la saison, on qui préoccupe le plus c'est Constantinople, c'est naturellement l'insurrection d'Epire et de Thessalie.

Toutefois, s'il faut en croire les correspondances de Constantinople, le mouvement serait à peu près comprime, et n'inspirerait pas de sérieuses inquiétudes. Hussein Pacha, le [illegible] hommes, serait attaqué les bandes qui avaient envahi le territoire ottoman auraient complètement détruites ou [illegible] Un parlait d'un grand nombre de blessés et des quelques prisonniers [illegible] un chef de cet acte d'hostilité [illegible] La Porte préparait pour les [illegible] un rapport sur toute cette affaire. [illegible] des bandes venues de Grece [illegible] le découragement parmi les [illegible] des provinces gréco-turques. Aussi [illegible] on a Constantinople que les 6,000 hommes de troupes régulières récemment embarqués pour se rendre sur le théâtre de l'insurrection, [illegible] un petit nombre de réguliers qui se trouvaient déjà sur les lieux, suffiraient pour compléter complètement le mouvement; et on le croyait si bien, que l'on avait renoncé au projet de diriger sur l'Epire les régiments qui attendaient à Alexandrie deux navires de transport pour venir se mettre à la disposition de Djémil. Ils auront néanmoins sur le Danube.

Les nouvelles venues d'Athènes et qui portent la date de 7 mars ne sont pas conçues dans le même sens, et ne présentent pas le moins du monde l'insurrection comme sur le point d'être étouffée.

M. Metaxa, ambassadeur grec à Constantinople, a eu une entrevue avec Reschid-Pacha. Le ministre ottoman s'est exprimé avec une extrême énergie sur l'attitude qu'aurait prise, dans cette affaire, selon lui, le gouvernement du roi Othon. Le texte de la Note que Reschid-Pacha a remise à ce sujet à M. Metaxa est conçue, paraît-il, en termes très-sévères, menaçant d'interrompre les rapports diplomatiques et commerciaux entre les deux pays. Dans sa réponse, M. Metaxa aurait fait tous ses efforts pour excuser son gouvernement, le représentant comme impuissant à réprimer le mouvement, et désireux surtout de voir les autorités turques traiter les aventuriers qui sont venus l'attaquer en pleine paix avec la sévérité que les lois de tous les pays autorisent. On s'attendait à voir le ministre grec prendre ses passeports; le ton de sa réponse n'a fait que calmer les esprits et écarter toute nouvelle difficulté.

D'autre part, l'*Observateur d'Athènes* publie dans son numéro du 7 plusieurs lettres adressées au ministre de la guerre par des colonels grecs qui donnent leur démission en annonçant ouvertement, dans leurs lettres mêmes, qu'ils renoncent à leur grade en Grèce, pour aller prendre part à l'insurrection des provinces turco-grecques.

On pompte beaucoup pour pacifier ces provinces sur Fuad Effendi, le commissaire impérial dont une correspondance particulière de Constantinople du 2 mars a annoncé le départ pour l'Epire. Fuad Effendi, ancien ministre des affaires étrangères, a déjà rempli, dans les provinces moldo valaques, les fonctions de commissaire impérial, lors de l'occupation commune de ces provinces par les Turcs et les Russes en 1849 1850. Il y laissa les meilleurs souvenirs. On pense qu'il ne sera pas moins heureux en Epire et en Thessalie.

Sa mission sera, d'ailleurs, facilitée par les concessions que le Sultan vient de faire aux chrétiens de son Empire. La convention qui stipule l'octroi de ces concessions en échange de l'appui prêté à la Sublime Porte par la France et l'Angleterre, a été reçue, dit-on, le 19 mars à Paris, revêtue de la signature du Sultan.

Outre les lettres de commerce reçues aujourd'hui ici des ports russes de la Baltique, confirmant que de grandes masses de troupes se concentrent sur ce littoral. Toutes les villes et les bourgs en reçoivent leur quota, pour y loger ou héberger. Un nombre immense de charrettes et de voitures sont mises en requisition par le gouvernement pour transporter les troupes essentiellement pour les approvisionner. Ces transports dans un pays encore couvert de neige et de glaces, et où il n'existe que peu ou point de grandes routes, montrent bien l'importance et le secret avec lesquels ils sont faits. Le même mouvement de troupes s'opère dans la Finlande. D'après des renseignements reçus à Stockholm, on estime à plus de cent mille le nombre des troupes de toutes armes que la Russie pourrait être en état de tirer dans cette province d'ici au 20 avril prochain.

Les nouvelles de la Chine sont intéressantes. D'après les derniers avis, qui ont besoin de confirmation, Tientsien était occupé et Pékin cerne par les rebelles. La *Gazette de Pékin* du 14 janvier ne donne que des renseignements sur lesquels il est impossible de compter. Nous nous bornerons à en donner ici que les rebelles s'étaient emparés de Nankin, et qu'ils avaient établi leur quartier général à Ngan-King, à peu près 600 milles, une estafette a été établie au moyen d'une chaise, flottante, dans le genre de celle qui ferme l'entrée du port de Brest. A l'approche du Vanbau, la chaise s'est ouverte pour laisser rentrer une corvette qui circulait en dehors, et elle s'est refermée aussitôt après son passage.

Trois vaisseaux etaient en réparation dans le port. Les forts et toutes les batteries de la côte étaient armés et garnis de soldats à leur porte de combat. Le Vauban a hissé pavillon français et s'est retiré. Le pavillon russe flottait à terre et sur les vaisseaux, mais les Russes n'ont fait aucune démonstration.

Le Furious s'est de son coté montré devant Odessa, et il y a mouillé. Toutefois il était sous pavillon de quarantaine, et il n'a pas communiqué avec la terre : il a cependant salué le pavillon russe de vingt et un coups de canon qui lui ont été rendus coup pour coup. Il n'a pas vu de bâtiment de guerre russe à Odessa.

Il résulte de ces rapports que les moyens de défense de Sébastopol ont été augmentés depuis quelque temps de façon à faire douter qu'une attaque par mer soit chose possible. Il en est de même aussi des forts situés aux abords de la rade de Cronstadt. Il résulte également de ces rapports que les evenements qui peuvent être tout prochainement, ne paraissent pas avoir changé la position des choses, et que la presomption de la non-défense rapide et inévitable, et que la puissance de l'Empereur de Russie, qui, dans le cas où la guerre éclaterait, devient notoire, la chute de cet empire arriverait, même plus tot que ne l'a prédit l'empereur Napoléon, ne semble le croire maintenant.

Le 5 avril, lord Clarendon écrit à sir H. Seymour :

« Le gouvernement de sa majesté ne croit pas qu'il puisse être utile de prolonger une correspondance relative à une question sur laquelle il n'existe aucune divergence d'opinion. Tout ce qui me reste donc à dire, c'est que le gouvernement de Sa Majesté voit avec plaisir que, dans l'opinion de l'empereur de Russie, la chute de l'empire turc ne doit pas être considérée comme une eventualité incertaine et éloignée, et qu'aucune crise reçue n'en rend la realisation immédiate.

Dans un *Memorandum* de l'empereur Nicolas lui-même, en date du 21 février, on dit que :

« Dans la différence de position qui existe, la France a obtenu, par ses menaces, l'abrogation du firman et des promesses solennelles faites par le sultan à l'empereur. L'Angleterre a obtenu, par ses menaces, l'abrogation des actes de violence. Elle n'a mis en effet aucun appui à la Porte ni adresse des remontrances au gouvernement de Vienne.

« Deux puissances, lui, sir H. Seymour écrit, en date du 10 mars, à lord Clarendon :

« le comte de Nesselrode s'exprimait en vive satisfaction au sujet de la détermination de Sa Majesté avant donné de si bons avis au gouvernement français. Il regrette seulement qu'il n'ait pas été donné suite à la proposition de faire une démonstration navale à la mer Noire, afin de prouver à la Porte que les deux puissances occidentales étaient unies. L'Empereur Nicolas n'a pas cessé, dans ses conversations avec sir H. Seymour, de représenter la ruine de la Turquie comme inévitable et imminente. Avec lui Seymour faisait-il remarquer à lord J. Russell avec un grand bonheur d'expression ce qui suit :

« Il est impossible que le souverain qui maintient une armée d'occupation sur le territoire d'un Etat voisin, n'ait pas bien arrêté dans sa pensée que l'heure, aussi de sa dissolution, est venue. Il ne peut pas *vouloir* sa dissolution dit-il.

« Mais lord John Russell fait observer dans une dépêche en date du février 1853, ce qui suit :

« La connaissance de la position de l'empereur relativement à la Turquie, l'importance relative qu'il présente au gouvernement de la Reine, c'est qu'il n'y pas de crise dans l'histoire de l'Europe qui ait produit autant de ce vaste problème européen. Il s'est élevé des discussions touchant les Lieux Saints, mais elles sont en dehors de la sphère du gouvernement intérieur de la Turquie, et elles sont entre la Russie et la France plutot qu'avec la Sublime Porte.

« Quelques perturbations des relations entre l'Autriche et la Porte ont été causées par l'attaque des Turcs contre le Montenegro; mais les Turcs ont toujours été prêts à traiter et à renouer avec les fonctions diplomatiques. Le maintien de l'intégrité de l'empire ottoman est essentiellement positif et toujours si préoccupée du bien-être matériel de ses sujets. Rien n'est curieux, si ce n'est peut-être la confiance avec laquelle on regarde parfois de Wellington, soit qu'il parle au soldat pour soutenir sa confiance, soit qu'il s'adresse au gouvernement pour lui remettre compte de ses forces, que la Turquie actuelle avec son armée occupe une place privilégiée. On en fut frappé, et tous les journaux français en firent la remarque à l'époque de la publication de ses Mémoires militaires. Ce n'est pas Wellington qui eut dit comme le général Foy : « quand mes soldats manquaient de pain, je leur tenais une harangue. » Les victoires de Salamance et de Waterloo faisait d'assez bons discours au Parlement, mais n'arrivent il était plus profond d'aliments substantiels à la cause quence militaire. Lord Raglan est mi ux que son ex eve, il fut en Espagne le bras droit de son administration, son jeune chef d'état-major.

Dans cette guerre de la succession d'Espagne, un rôle très sérieux est echu au prince Napoléon. Il est impossible de ne pas songer que le jeune guerrier qui a donné avec sa mère le signal de ces batailles, est le futur heritier du trone impérial. Un pressant une semblable resolution le prince s'est lié personnellement ou en engageant d'avance toutes les conséquences possibles, et cette circonstance ne peut qu'ajouter à la gravité de l'expectative. Des dépêches ces villes, ces eventualités extrêmes, auxquelles le gouvernement seul est aujourd'hui appelé à pourvoir, et croyons plutôt que le prince Napoléon ne sera pas moins heureux que les princes, ses devanciers, dans le metier des armes qui, à diverses époques de notre histoire, surent faire brayamment leur service sans tomber pour cela dans l'ambition. Pour ne parler que de ceux qui ne sont plus ici, il y a quelque chose d'exécrable dans l'assassinat du duc d'Enghien, et dans la conjuration de Cadoudal. Pichegru, nous nous bornerons à en donner cet extrait qui prouvent combien a été explicite et conséquent le langage tenu successivement par lord John Russell et lord Clarendon. L'Empereur Nicolas n'a pas cessé, dans ses conversations avec sir H. Seymour, de représenter la ruine de la Turque comme inévitable et imminente. Avec lui Seymour faisait-il remarquer à lord J. Russell avec un grand bonheur d'expression ce qui suit :

« Il est impossible que le souverain qui maintient une armée d'occupation sur le territoire d'un Etat voisin, n'ait pas bien arrêté dans sa pensée que l'heure, aussi de sa dissolution, est venue. Il ne peut pas *vouloir* sa dissolution dit-il.

« Mais lord John Russell fait observer dans une dépêche en date du février 1853, ce qui suit :

« La connaissance de la position de l'empereur relativement à la Turquie, l'importance relative qu'il présente au gouvernement de la Reine, c'est qu'il n'y pas de crise dans l'histoire de l'Europe qui ait produit autant de ce vaste problème européen. Il s'est élevé des discussions touchant les Lieux Saints, mais elles sont en dehors de la sphère du gouvernement intérieur de la Turquie, et elles sont entre la Russie et la France plutot qu'avec la Sublime Porte.

« Quelques perturbations des relations entre l'Autriche et la Porte ont été causées par l'attaque des Turcs contre le Montenegro; mais les Turcs ont toujours été prêts à traiter et à renouer avec les fonctions diplomatiques. Le maintien de l'intégrité de l'empire ottoman est essentiellement positif et toujours si préoccupée du bien-être matériel de ses sujets. Rien n'est curieux, si ce n'est peut-être la confiance avec laquelle on regarde parfois de Wellington, soit qu'il parle au soldat pour soutenir sa confiance, soit qu'il s'adresse au gouvernement pour lui remettre compte de ses forces, que la Turquie actuelle avec son armée occupe une place privilégiée. On en fut frappé, et tous les journaux français en firent la remarque à l'époque de la publication de ses Mémoires militaires. Ce n'est pas Wellington qui eut dit comme le général Foy : « quand mes soldats manquaient de pain, je leur tenais une harangue. » Les victoires de Salamance et de Waterloo faisait d'assez bons discours au Parlement, mais n'arrivent il était plus profond d'aliments substantiels à la cause militaire. Lord Raglan est mi ux que son ex eve, il fut en Espagne le bras droit de son administration, son jeune chef d'état-major.

Dans cette guerre de la succession d'Espagne, un rôle très sérieux est echu au prince Napoléon. Il est impossible de ne pas songer que le jeune guerrier qui a donné avec sa mère le signal de ces batailles, est le futur heritier du trone impérial. En